



Équateur: coup d'Etat ?

Interview de François Houtart

Par [Marc Molitor](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 05 octobre 2010

[Rtbf.be](#) 5 octobre 2010

La situation se normalise en Equateur, après la révolte de certains policiers et militaires, une aventure qualifiée de tentative de coup d'Etat par le président, le gouvernement et des analystes de la situation politique en Equateur.

Hier dans l'après-midi, la situation était grave pour le président équatorien Rafael Correa : le président de la République était encerclé par des policiers rebelles dans l'hôpital où il était réfugié depuis 11h du matin. Le Parlement était occupé par la police nationale, l'aéroport par des militaires, la télévision publique était encerclée par des manifestants d'extrême-droite.

Cela avait commencé par une grève de nombreux policiers, protestant contre une loi générale de réforme de la fonction publique, qui affectait certains de leurs avantages, comme des primes et avantages liés à l'ancienneté. De nombreux commissariats étaient en grève, particulièrement dans la seconde ville du pays, Guayaquil, un centre économique important majoritairement hostile à Correa. L'absence de policiers dans les rues a d'ailleurs entraîné certains pillages à Guayaquil et Quito.

Ce mouvement a gagné certains militaires, qui ont occupé l'aéroport de Quito , tandis que d'autres manifestaient dans leur caserne. Correa s'y est rendu, s'y est fait bousculer, insulter, avant d'être blessé par une grenade lacrymogène. L'hôpital proche où il a été transporté a ensuite été assiégé par des policiers.

Apprenant la situation, de nombreuses personnes ont afflué vers le centre de Quito pour manifester leur soutien au président. Le chef de l'armée dénonçait les militaires séditeux et affirmait la fidélité de l'armées aux institutions; le chef de la police aussi, qui tentait de raisonner sans succès les rebelles.

Des unités loyales de l'armée ont extrait le président de l'hôpital, dans une grande confusion. Des armes ont été utilisées. Deux hommes au moins ont été tués, et près d'une centaine blessés. Rafael Correa a été ramené au Palais présidentiel d'où, dans la nuit il s'exprimait devant ses partisans.

Bref, s'il ne s'agit pas vraiment d'un coup d'Etat planifié, cette aventure aurait pu y ressembler. Le gouvernement, le président et divers analystes le pensent. Ils relèvent que des forces opposées au président ont manifesté leur soutien aux mutins. Par exemple certains milieux d'extrême-droite, de la droite conservatrice, ainsi que certains groupes de l'extrême-gauche radicale et certains groupes indigènes. Une des deux grandes fédérations indigènes a cependant exprimé son soutien au président, malgré les divergences sur sa

politique.

La synchronisation des opérations est aussi, aux yeux du gouvernement, l'indice d'un complot.

De nombreux journalistes et medias, locaux et étrangers, ont été pris à partie par les policiers et militaires rebelles, qui les empêchaient de travailler. La fédération internationale des journalistes dénonce ces exactions. Elle regrette cependant qu'avec l'état d'urgence proclamé hier par Correa, la liberté de presse soit limitée

Affaibli ou renforcé?

Correa, qui n'a jamais cédé aux rebelles, a reçu l'appui unanime des chefs d'État du continent sud-américain, de nombreux Etats européens, de l'Union européenne, et des Nations-unies. Les chefs d'Etat sud-américains appellent aux sanctions et aux condamnations des mutins.

Les Etats-Unis aussi ont condamné ces événements, mais après des hésitations relevées par plusieurs analystes, les premières déclarations soulignant que les Etats-Unis « *suivaient la situation de près* ». C'est une personnalité de second rang du gouvernement qui a finalement formulé une déclaration, pas le département d'Etat ou Hillary Clinton. Un procédé moins formel, relèvent des observateurs, qui soulignent que l'attentisme américain avaient déjà permis la poursuite d'un processus de renversement du président élu au Honduras, Manuel Zelaya.

Le président équatorien mène, depuis son élection, une politique de gauche basée sur l'indépendance de l'Equateur par rapport à ses grands tuteurs, particulièrement les Etats-unis, sur la souveraineté du pays sur ses ressources, l'augmentation des revenus de plus pauvres... Il privilégie les alliances à gauche en Amérique du Sud. Une politique qui lui assure un grand soutien des milieux populaires mais l'hostilité d'une partie de la bourgeoisie, des classes moyennes, des investisseurs étrangers et des Etats-unis. Une politique qui n'est pas toujours exempte de difficultés et de contradictions. Ainsi, alors que les milieux indigènes sont en partie à la base du succès qui l'a amené au pouvoir, ils se sentent insuffisamment pris en compte par le président.

La situation est donc tendue aussi dans son propre camp politique. L'état d'urgence a été proclamé hier. Correa envisagerait de dissoudre l'assemblée car une partie de sa majorité s'inquiète des mesures de rigueur budgétaires récentes, dont celle de réforme de la fonction publique qui ont alimenté le soulèvement policier. Le président songerait alors à une dissolution et à gouverner par décret jusqu'aux prochaines élections.

[Ecoutez l'interview de François Houtart](#), directeur du CETRI, le centre tricontinental de Louvain-La-Neuve

La source originale de cet article est Rtbf.be

Copyright © Marc Molitor, Rtbf.be, 2010

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca